

BULLETIN

DE L'UNION REPUBLICAINE DE LANGUE FRANÇAISE.

PRIX DE L'ABONNEMENT:
12 NUMEROS.....\$1.

BUREAUX: 135 WOOSTER STREET, NEW YORK.

PRIX DE L'ABONNEMENT:
12 NUMEROS.....\$1.

Célébration de l'anniversaire de la Révolution de Février, à St-Louis (Mo.).

Cette année, à Saint-Louis, l'Union républicaine de langue française, et le *Camp Frémont*, poste français de la grande armée de la République, se sont unis pour célébrer ensemble l'Anniversaire de la Révolution de Février.

L'appel que les membres de ces deux sociétés républicaines ont adressé aux Français de Saint-Louis, a trouvé un écho dans les cœurs qui battent encore au souvenir de cette glorieuse Révolution, et plus de 400 personnes ont contribué, en se rendant à notre banquet et à notre grand bal, à donner à la célébration le caractère d'une manifestation remarquable.

L'Union républicaine, en groupant tous les Français d'Amérique en un seul grand tout, en luttant pour la cause républicaine, travaille à l'organisation de la République universelle. Disons-le avec joie et avec fierté: notre société est un pas vers la fraternité des hommes et des peuples. C'est pourquoi nous avons pensé qu'il fallait, à l'occasion de l'Anniversaire de 48, faire communier et fraterniser ensemble, non-seulement les Républicains de Saint-Louis, mais toutes les sections de l'Union républicaine, en Amérique; les Français de plusieurs localités non encore organisés en sections; beaucoup de Républicains sincères et influents des Etats-Unis; les Républicains appartenant à la race noire; les représentants des diverses Républiques; les démocrates européens qui combattent le despotisme et qui défendent la liberté; les Républicains-socialistes français; enfin, ces nobles exilés que l'arbitraire a privés de leur patrie et qui ont donné assez de gloire et d'honneur à la France, pour que les Français n'aient pas trop à rougir des hontes de l'empire.

Pour atteindre ce but, nous provoquâmes des adresses et de nombreuses lettres d'adhésion. On verra plus loin le résultat que nous avons obtenu.

La salle où ont eu lieu la réunion politique et plus tard le souper, était brillamment décorée. Les drapeaux, les emblèmes, les portraits, y étaient distribués avec profusion, mais avec goût. Au nombre des portraits, on remarquait ceux de Rochefort, de John Brown, de Washington, de Grant, de Colfax, de Lincoln. Le citoyen Bergeron, peintre et membre de l'Union républicaine, avait exposé un tableau, représentant Victor Noir, sur la tête duquel une renommée pose une couronne d'immortelles; Rochefort, malgré les chaînes dont l'empire l'a chargé, fait à la victime de P. Bagnart le serment de défendre et de venger sa mémoire.

On lit sur ce tableau: *Souscription pour élever un monument funéraire à V. Noir, assassiné par un Bonaparte!*

A côté du trône destiné aux offrandes pour V. Noir s'en trouvait un autre, qui portait l'inscription suivante: *Souscription en faveur des patriotes républicains de Cuba!*

On a signé, en même temps, une pétition en faveur de l'indépendance de Cuba.

Ce qui, dans la salle du bal, attirait le plus les regards était un trophée de drapeaux. L'étendard de la République universelle dominait tous les autres. Le drapeau tricolore français, le drapeau fédéral suisse et celui des Etats-Unis entouraient et couvraient en partie une déesse de la Liberté. Les drapeaux des Républiques cubaine, mexicaine et haïtienne se déployaient à côté et au-dessous des premiers.

Le citoyen Cottin, sculpteur et membre de l'Union républicaine, avait exposé un bas-relief, représentant la Marianne de 92, inspirée de l'hymne sublime de Rouget de Lisle, et entraînant la France révolutionnaire à la sainte guerre contre les tyrans.

Voici Saint-Napoléon. Il n'est pas empereur. C'est un pauvre pèlerin, couvert d'une longue soutane. Un rosaire pend à sa ceinture et tombe sur ses pieds nus. Sa bouche s'ouvre gigantesque pour laisser passer un torrent de prières, de promesses et de serments. L'ensemble de sa contenance dit assez com-

bien il méprise les biens de la terre, et que son royaume n'est pas de ce monde. Jusqu'ici le nom de Napoléon n'avait éveillé dans nos esprits que des idées de tristesse; présentées sous la forme d'un saint, il à fait des miracles? En tout cas, l'honneur doit aussi en revenir à notre ami Cottin, l'auteur de cette caricature.

La réunion politique, ouverte à huit heures, était présidée par le citoyen Coeffé, âgé de 82 ans, membre de l'Union républicaine et du Camp Frémont. Les deux sociétés l'avaient élu président pour honorer en lui la conviction et la fidélité. Après avoir remercié l'assemblée de l'honneur qu'elle lui faisait, le doyen des Républicains de Saint-Louis s'est exprimé ainsi:

Citoyens, cette réunion n'a pas seulement pour objet la célébration de l'Anniversaire de la Révolution de 48; elle est aussi une manifestation en faveur des victimes qui ont succombé dans cette mémorable journée.

Elle est encore une protestation contre les tyrans qui n'ont jamais cessé d'opprimer les peuples civilisés.

En outre, cette réunion montrera une fois de plus que la grande majorité des Français qui habitent l'Amérique sont Républicains, et qu'ils travaillent à l'abolition de la tyrannie. C'est pourquoi j'approuve la souscription ouverte et la pétition signée en faveur des patriotes cubains, qui combattent pour conquérir leur indépendance.

Citoyens, je porte un toast aux combattants et aux martyrs de Février de 48, ainsi qu'à ceux du coup d'Etat du 2 décembre.

Bientôt, j'espère, les auteurs de ce grand crime tomberont sous le coup de châtiment qu'ils ont si justement mérité. Ce châtiment assurera le triomphe de la République, si longtemps désirée!

Les toasts suivants, accompagnés de discours, ont été portés successivement:

- Le citoyen Ravold: Aux Irréconciliables!
- Le citoyen Boileau: Aux citoyens Loiseaux!
- Le colonel Moss: Aux Révolutions!
- Le citoyen Saint-Gem: Aux Anniversaires!

Les toasts terminés, on a communiqué à l'assemblée les adresses et les lettres d'adhésion reçues à l'occasion de l'Anniversaire du 24 Février.

Section de New-York.

Indépendamment d'une dépêche télégraphique, envoyée à la section de Saint-Louis par celle de New-York, et annonçant que, dans cette dernière ville, la célébration du 24 Février avait été magnifique, le citoyen Pelletier, membre de la section de New-York, avait envoyé à celle de Saint-Louis le toast suivant:

A la Révolution sociale!
A l'égalité des conditions!
Citoyens, l'égalité devant Dieu a fait la révolution religieuse qui a détruit l'esclavage. L'égalité devant la raison a fait la révolution philosophique qui a éteint la foi; l'égalité devant la loi a fait la révolution politique qui a supprimé les castes. A l'égalité des conditions qui doit accomplir la révolution économique et admettre aujourd'hui l'aristocratie du capital.

La Révolution de Février, dont nous célébrons l'anniversaire, l'a tenté; mais, inaccomplie et abandonnée par les uns, coupée et mitraillée par les autres, elle n'est pas plutôt apparue qu'on l'a mise au cachot. Du cachot on l'a envoyée en exil. On a cru qu'elle y mourrait, qu'on ne songerait plus à elle; mais elle en est revenue plus forte et plus affirmative que jamais. En 1848, elle n'avait dit que sa pensée. Aujourd'hui, elle dicte son programme, et ce programme conduit à la création d'un nouvel ordre social, basé sur l'égalité des conditions. Ordre de choses nouveau, où il n'y ait plus ni exploités, ni exploités, ni favorisés, ni victimes; où chacun, par conséquent, soit son maître, son propre serviteur; où le crédit soit matériel et gratuit; où le capital soit le serviteur, et non le maître du travail; où la propriété ne soit que la rétribution des efforts personnels de l'homme; où les instruments de travail, terres, ateliers, usines, machines, outils, matières à transformer, soient mis à la portée de tous, ou égard à la fonction qu'ils remplissent; où, enfin, l'homme libre et l'égal de l'homme soit responsable de ses actes, mutuelise ses services et devienne par ce fait solidaire de tous.

Voilà, citoyens, la Révolution économique à faire, la quatrième victoire à remporter, la quatrième conquête à ajouter aux précédentes.

C'est l'œuvre du XIX^e siècle, par conséquent la nôtre, œuvre difficile si nous nous divisons, mais facile et glorieuse si nous restons unis.

Citoyens, que la vérité continue dans à nous séduire, la justice à nous passionner, et bientôt, mieux qu'en 1848, nous pourrons saluer la République sociale et les peuples en fédération réalisant la République universelle.

A la Révolution sociale!
A l'égalité des conditions!

Section de Newark.

Je suis chargé par ma section de vous dire que... nous, Franco-Américains, conseillons aux démocrates de France d'être fermes et prudents; mais que le jour de la mort du misérable bandit qui opprime notre France, ils ont le devoir impérieux, peu important les sacrifices, de se soulever en masse, afin d'en finir une bonne fois avec l'empire, en mettant au jour une base solide, la République démocratique, sociale, universelle.

Salut et Fraternité.
J. L. LABIAU.

Section de Putnam.

Citoyens de Saint-Louis, notre section s'empresse de vous remercier des honneurs et fraternelles paroles que vous nous avez envoyées.

Nous n'aurons certes garde de négliger la solennelle occasion de ce jour immortel pour affirmer, autant qu'il est en nous, les droits de l'homme à toutes les libertés et ses devoirs à les mériter par son assiduité et sa persévérance.

Citoyens, recevez nos vœux pour le succès de nos travaux communs.

Au nom de la section:
C. MAZARA.

Section de Boston.

La section de Boston à la section de Saint-Louis! Citoyens, c'est avec plaisir que nous répondons à votre demande d'adhésion, car c'est du contact des idées que naît la lumière qui engendre le progrès.

Honneur à nos frères qui, à douze cents lieues de distance, exposent leur vie et leur liberté!

Honneur à tous ces grands patriotes et à tous ces martyrs sans nom qui, le 10 août et au 24 Février, scellèrent de leur sang la cause pour laquelle nous combattons et pour laquelle nous devons combattre jusqu'à l'extinction complète des royautés et du pouvoir abrutissant des cléricaux.

Nous portons un toast à la prospérité de votre belle section. Puisse-t-elle se maintenir et se fortifier dans la voie du progrès qu'elle inaugure si glorieusement.

Vive la République démocratique, sociale et universelle.

Au nom de la section de Boston,
Le secrétaire: J. CHAVANNE.

Section de Chicago.

Frères de Saint-Louis, nous voici à la veille d'une date qui doit rappeler à tout bon citoyen que si la réaction peut envoyer le char du Progrès, sa marche, quoique lente, ne le conduira pas moins à son but.

Citoyens de l'Union républicaine, réunissons-nous donc partout pour célébrer le 24^e anniversaire de la proclamation de la seconde République de France, afin de prouver à nos frères qui souffrent, qu'il est en deus de l'Union des cœurs qui sympathisent avec eux; afin de prouver aux tyrans qu'il est des hommes qui, quoique éloignés de leur patrie, n'ont pas oublié que tout homme libre ne peut vivre que sous des institutions libres.

A vous, citoyens de Saint-Louis qui, par votre initiative, avez tracé la route que nous prétendons suivre!

A vous, citoyens de New-York et des autres villes!
Au 24 Février.

Vive la République sociale et universelle!
Adopté à l'unanimité par la section de Chicago.

Le secrétaire: E. S. CUMMINS.

Section de Carondelet.

Cette section était représentée, au banquet et au bal, par plusieurs de ses membres.

Club radical de San Francisco.

Ce club, qui sera bientôt une section de l'Union républicaine, et qui peut déjà être considéré comme en formant une, nous écrit:

San Francisco, 10 Février 1870.

Où vous, chers citoyens, sincères républicains, qui sentez de cœur la puissance de la vérité et de l'union, ayons espoir et courage! Notre cause est sainte, notre guide est l'amour de l'Humanité.

Où, nous célébrerons avec vous, le même jour, l'anniversaire de la République démocratique et sociale; nous too-terons à la République universelle. Nos cœurs batront à l'unison, le même jour, à la mémoire de la République humanitaire de 48, qui abolit l'esclavage et la peine de mort; qui proclama les droits sacrés de l'homme à l'exis-

tence, au travail, à la science; qui prépara le règne de la Justice et de l'Équité. Nos cœurs battent en même temps des hommes généreux qui se sont sacrifiés pour elle; en mémoire de tous les nobles martyrs de l'Humanité, dont les âmes souffrent de nos douleurs, et s'éprouveront de joie qu'un jour de notre triomphe.

L. S. BACON, président.—J. H. PERRY, Secrétaire.

Republicains de Nauvoo (Illinois).

Nauvoo, où la communauté laïcienne, fondée par le citoyen Cabot, est restée établie pendant une dizaine d'années, contient un grand nombre de républicains français, hommes d'une conviction éprouvée, et de principes avancés. Il y a dans cette localité tous les éléments d'une belle section de l'Union républicaine de langue française. Nous espérons que cette section ne tardera pas à se former, et à exercer la part d'influence que l'Union républicaine est appelée à avoir sur la population française d'Amérique. Nos amis de Nauvoo nous ont envoyé l'adresse suivante :

Nauvoo, 12 février 1870.

Citoyens, nous avons appris avec satisfaction que les amis de Saint-Louis, de concert avec un poste de braves de la grande armée de la République, allaient célébrer l'anniversaire du 24 Février 1848.

Permettez-moi, en l'absence du corps, de vous joindre à vous d'âme et d'esprit, pour vous soutenir de notre faible voix, dans vos nobles efforts à propager les saines idées républicaines et à répandre partout le véritable luminaire.

Nous ne devons, nous ne pouvons jamais reculer. Soyons ce que nous avons toujours été : les démocrates du progrès, les ennemis des despotismes héréditaires, et la liberté véritable ne pourra manquer de couronner nos efforts. Son avenir n'est pas éloigné. Puisse les crimes odieux qui reviennent de se commettre dans notre France bien-aimée, en hâter pour elle l'arrivement : c'est l'espoir et le vœu de vos anciens amis.

Salut fraternel, (27 signatures.)

Communistes d'Icaria (Iowa).

Citoyens de Saint-Louis, quand nous aurons reçu votre Constitution et votre Bulletin, nous vous dirons jusqu'à quel point nous pouvons vous secourir.

Quand à nous, nous voulons comme un seul homme, et sans que personne manque jamais à l'appel, pour les principes et les hommes radicaux.

Si l'on avait le temps, je vous enverrais un traité à l'édification absolue de la race humaine. Travaillons par tous les moyens possibles à établir la société sur la base de la raison et de la justice.

Ne nous de la Communauté Icarienne, J. MONTALEO.

Adhésions diverses.

- Une lettre de Springfield (Ill.).
Une lettre de Sébastopol (Ill.), signée du citoyen C. Genet et de quatre autres républicains.
Une lettre de même endroit, signée par le citoyen Irénée Poulon, pasteur baptiste.
Deux lettres de Leavenworth (Kansas).
Une lettre de Keokuk (Iowa).
Une lettre d'Appleton (Wisconsin).
Toutes les localités, d'où ces lettres nous sont parvenues, contiennent des éléments suffisants pour organiser des sections. Les lettres elles-mêmes renferment des germes d'organisation. Espérons que ces germes se développeront, prendront corps et viendront augmenter, dans peu de temps, le nombre et la force des membres de l'Union Républicaine de Langue Française.

Adhésion de West Bend (Vincennes).

Nous ne sommes à West Bend que trois Français, et l'un de nous n'a pas d'opinion politique. Il ne reste donc que le citoyen Lucas et moi. Nous célébrerons, nous deux, le 24 Février. Ce jour-là, nous communiquerons avec vous par la pensée. Cet anniversaire sera encore une occasion pour nous de redire nos regrets de la chute de la République de 1848, notre haine du despotisme qui pèse actuellement sur notre pauvre France, et notre espérance qu'une révolution balayera bientôt du sol de la patrie tous les Napoléon et ceux qui l'ont plus particulièrement aidé.

Parmi les soutiens de l'infâme Napoléon, je mets au premier rang les prêtres : le labre a eu pour auxiliaire le goupillon. Voilà les deux colonnes de l'édifice impérial que couronne le despotisme. Si l'armée a exécuté, le jésuitisme avait préparé.

Je vous avouerai, citoyens, que j'ai une peur atroce du diable. J'ai peur surtout des prêtres qui, comme le P. Hyacinthe et l'auteur des Confessions, affichent à l'avance des opinions démocratiques; car je vois avec peine beaucoup de républicains tout disposés à se laisser prendre à leurs protestations libérales. Serait-il possible que l'on pût oublier la manière dont, en 48, ils ont acclamé la République, et comment ils l'ont trahie, aussitôt qu'ils ont vu qu'il n'y avait rien à craindre?

A l'heure sombre où le sort des États-Unis tremblait dans la balance, n'a-t-on pas vu le clergé catholique faire une opposition formidable au gouvernement? Pourquoi? parce que la victoire définitive du Sud sur le Nord, ame-

nait fatalement le démembrement de l'Union et la chute de la République américaine.

Le citoyen Lucas se joint à moi pour vous saluer cordialement.

Salut fraternel. F. DELANNE.

Adhésion du citoyen L. Cortembert.

New-York, 14 février 1870.

Citoyens, il m'est impossible de me rendre à votre brillante invitation; mais c'est avec plaisir que j'assiste par la pensée à une réunion dont l'objet est de célébrer l'anniversaire de la Révolution de 1848.

Septes-heureux et fiers des grande conquêtes de notre histoire; mais ne nous renfermons pas dans une contemplation stérile, et ne nous contentons pas de vaines réjouissances. Ce que nous devons surtout chercher dans les actes mémorables d'un peuple, d'est un enseignement sur les doctrines de la démocratie, c'est un encouragement à marcher dans la voie du progrès.

Quel est le véritable sens de la Révolution du 24 Février? Elle a réintégré et proclamé la République comme le seul gouvernement normal et légitime de la France. La vérité qu'on avait oubliée après le 18 brumaire, qui fut complètement méconnue en 1814 et en 1815, qui paraissait encore obscure et paradoxale en 1830, éclata aux yeux de la France comme un pur rayon de lumière en 1848. Quoiqu'on ait encore tenté depuis cette époque de l'obscurcir par un crime, elle demeure acquise à l'intelligence humaine comme un principe inséparable, et ceux-là même qui en combattent l'application présente avec le plus de fureur sont forcés de convenir que l'avenir lui appartient en France et dans toute l'Europe.

Mais enfin, comment se fait-il que l'aurore de quelques hommes ait suffi pour l'éclipser et retarder son triomphe définitif dans l'ancien monde, tandis qu'en Amérique elle s'était établie avec tant de facilité et ne paraissait rencontrer aucun obstacle? La raison de cette différence est aisée à saisir: Ici, les abus de la vieille organisation sociale étaient moins grands et beaucoup plus tolérables qu'en Europe, parce que la possession du sol était abordable pour tous et que le maître avait peu de prise sur la population. La question politique a donc pu se poser, en Amérique, indépendamment de la question sociale, et s'y résoudre d'une manière rationnelle, sans se heurter à l'égoïsme et à la méveillance d'une classe privilégiée. En Europe, au contraire, on ne pouvait toucher à la royauté sans ébranler tout l'échafaudage des abus et des privilèges, on ne pouvait réintégré la multitude dans ses droits politiques sans lui restituer ou lui garantir au moins dans un prochain avenir le droit à l'égalité sociale, le droit d'échapper à la misère et à la mort par un travail de son choix. C'est la crainte de cette grande et indispensable rénovation qui a soulevé les classes privilégiées contre la République et préparé la monstrueuse usurpation de Décembre.

Ainsi nous comprenons le vrai sens de la Révolution de 1848, nous savons à quel but elle tendait et pour quelle raison elle a échoué. La démocratie surprenante doit recommencer l'œuvre interrompue par la réaction. Mais le courage et le dévouement ne lui suffisent plus. Il lui faut une persévérance, une agresse, une prudence à toute épreuve, pour éviter les fautes dans lesquelles elle est tombée autrefois et pour triompher de la résistance que lui oppose l'immense et puissant parti conservateur. Et nous, républicains d'Amérique, qu'avons-nous à faire? Il ne suffit pas de montrer à nos frères d'Europe comment le problème politique a été résolu dans le Nouveau-Monde. Notre devoir est de préparer la solution du problème social sur ce terrain où elle n'est pas encore autant de difficultés qu'au sein des vieilles sociétés monarchiques. Combattons les tendances funestes qui entraînent la démocratie américaine vers les excès du luxe, l'accumulation égoïste des richesses et les distinctions aristocratiques. La liberté dont elle est si fière ne serait bientôt qu'un vain mot, si elle persérait dans dans cette voie dangereuse. Travaillons sans relâche à faire triompher l'idéal d'égalité et de fraternité conçu par la France dans sa grande révolution, et qui peut seul sauver le monde.

Recevez, citoyens, mes salutations fraternelles. L. CORTAMBERT.

L'Union républicaine est destinée à jouer un certain rôle en Amérique. Elle exercera sa part d'influence dans les destinées de la République des États-Unis. Il importe, en conséquence, qu'elle commence à entrer en relations avec les républicains, honnêtes et influents, de sa patrie d'adoption. Les lettres d'adhésion qu'on va lire prouveront que notre organisation n'est pas regardée avec dédain par nos concitoyens américains. Au contraire, le premier pas que l'Union républicaine fait en dehors de la sphère dans laquelle elle s'était tenue jusqu'ici, a été accueilli avec une sympathie qui nous a profondément touchés.

Washington, 2 février 1870.

Camrades, votre lettre du 27 janvier, contenant une carte complémentaire pour le général Logan, et l'invitant au grand bal donné en commémoration de la Révolution de 1848, vient d'être reçue. Je suis chargé de vous informer qu'il sera impossible au général d'y assister, à cause de la presse des affaires publiques. Il serait heureux de recevoir le compte-rendu de votre soirée.

A vous (in H. & L.)

HAUSSEN ELBAVE, Assistant Ajoide Général.

Washington, 2 février 1870.

Mon cher monsieur, votre aimable lettre, m'invitant à participer à la célébration de l'anniversaire de la République française de 1848, a été égarée par accident, et aujourd'hui je viens de la découvrir au milieu d'un tas de papiers. Je regrette beaucoup de ne pouvoir être avec vous ce jour-là. Je regrette beaucoup de ne pouvoir être avec vous ce jour-là. Je regrette beaucoup de ne pouvoir être avec vous ce jour-là.

Washington, 11 février 1870.

Mon cher monsieur, je suis fort honoré de l'invitation que vous m'adressez d'assister à votre grand bal; mais il me sera impossible de m'y rendre.

Lettre de B. Butler.

Washington, 5 février 1870.

Cher monsieur, je vous suis très obligé du compliment que vous me faites, en m'envoyant une invitation pour votre grand bal. Tandis que vous célébrez vos fêtes, à la faveur des institutions qui vous rendent et vous laissent libres dans ce pays, dans votre pays d'adoption, vous n'oubliez pas, je le vois avec plaisir, que votre patrie souffre de la plus crue oppression. Puisse-nous voir bientôt le jour, où chaque homme jouira, sur le continent européen, de la même liberté dont nous jouissons sur le continent occidental.

Je suis, avec sincérité, B. BUTLER.

Lettre du Colonel Bonneville.

St-Louis, 24 février 1870.

Messieurs, merci de votre invitation. Mille regrets de ne pouvoir être avec vous dans cette belle occasion. J'admire de toutes mes forces l'objet qui réunit aujourd'hui cette noble assemblée de patriotes. Sentinelles placées à l'avant-garde, vous défendez l'honneur de votre patrie contre ses indignes oppresseurs. Puisse notre pays rester à jamais l'étoile poëuse de nos aspirations les plus élevées.

Je suis, avec considération, B. K. BONNEVILLE.

Lettre de G. A. Finckelburg.

Chambre des Représentants, Washington, 11 fév. 1870. Cher monsieur, votre aimable invitation au bal que vous allez donner en commémoration de la Révolution de 1848, a été reçue. Veuillez recevoir mes remerciements. Je suis fier de mes nombreuses occupations ne me permettant pas d'en faire usage. Mais, si je ne suis pas avec vous en personne, je fais des vœux pour le succès de votre manifestation.

Avec respect, G. A. FINCKELBURG.

Lettre du Général F. Sigel.

New-York, 4 février 1870.

Cher monsieur, je vous remercie sincèrement de l'aimable invitation que vous m'adressez d'assister à la célébration de l'anniversaire de la Révolution française de 1848. Mais des affaires m'empêcheront d'être avec vous ce jour-là. Je désire ardemment que vous obteniez un grand succès, et veuillez me croire, F. SIGEL.

Washington, 15 février.

Mon cher monsieur, veuillez transmettre aux membres de la Camp Frémont, G. A. R., et de l'Union républicaine de langue française, mes remerciements pour leur invitation au grand bal. Ceux qui, comme nous et vos associés, ont combattu et voté pour le maintien de l'Union et l'abolition de l'esclavage, ont bien le droit de se réjouir, en ce jour, le moins de l'unité de notre grande République, et de la distinction finale des méritations de la servitude. La réputation du XVe amendement est le couronnement de grande terrible, et je pense que vous le célébrerez aussi avec allégresse.

Les discours auxquels vous faites allusion, d'une manière si flatteuse, ont été faits, non pour nuire au parti républicain; mais pour que ce parti reste fidèle à ses promesses et qu'il vive ainsi plus longtemps.

Je regrette beaucoup de ne pouvoir être avec vous dans cette occasion, et suis votre, H. L. DAVIS.

Lettre du Sénateur C. D. Drake.

Washington, 9 février 1870.

Cher monsieur, je viens de lire votre lettre du 5 courant, qui contient une carte complimantaire pour le bal qui sera donné, le 24 courant, par le Camp Frémont, G. A. R., et par l'Union républicaine de langue française.

Comme vous le supposez, il me sera impossible d'y assister.

Vous me demandez de vous écrire quelques lignes d'adhésion aux principes que vous proclamez dans cette journée mémorable. Comme nous ne précisons pas ces principes, et comme je n'ai jamais eu l'occasion de les connaître par d'autres moyens, je ne peux pas vous répondre à ce sujet.

Dans l'espoir que la soirée sera fort agréable à ceux qui y assisteront, je suis, avec respect, C. D. DRAKE.

Lettre du Major-Général G. H. Thomas.

San-Francisco, 4 février 1870.

Cher monsieur, j'ai eu le plaisir de recevoir votre lettre du 27 janvier, renfermant une carte complimantaire pour votre grand bal du 26 courant, donné par le Camp Frémont et l'Union républicaine de langue française.

Il me sera impossible de profiter de votre aimable invitation. Je n'en suis pas moins sensible à la politesse que vous me faites, et j'espère sincèrement que vous aurez une réunion fort agréable. Avec respect, G. H. THOMAS, Major-Général U. S. A.

Lettre du Sénateur C. Schurz.

Washington, 23 février 1870.

Mon cher monsieur, votre aimable lettre, m'invitant à participer à la célébration de l'anniversaire de la République française de 1848, a été égarée par accident, et aujourd'hui je viens de la découvrir au milieu d'un tas de papiers. Je regrette beaucoup de ne pouvoir être avec vous ce jour-là. Je regrette beaucoup de ne pouvoir être avec vous ce jour-là.

Washington, 11 février 1870.

Mon cher monsieur, je suis fort honoré de l'invitation que vous m'adressez d'assister à votre grand bal; mais il me sera impossible de m'y rendre.

Votre organisation, ayant un but patriotique, a toutes mes sympathies.

Votre serviteur, G. O. BOUTWELL. Lettre du Lieutenant-Général Sheridan.

Chicago, 11 février 1870. Monsieur, le lieutenant-général Sheridan me charge de vous accuser réception de votre lettre du 27 janvier, et de vous en offrir ses remerciements.

Veuillez agréer, monsieur, l'assurance de ma parfaite considération. J. SCHUYLER COBBY, Lieutenant-colonel, aide-de-camp.

Adhésion du Sénateur C. Sumner. M. C. Sumner, en réponse à votre lettre d'invitation, nous a renvoyé un magnifique discours sur l'égalité des races devant la loi.

Lettre du Président Grant. Maison de l'Exécutif, 13 février 1870.

Le Président regrette que ses devoirs l'empêchent d'accepter l'aimable invitation, qu'il vient de recevoir, d'assister au bal du Camp Frémont G. A. R., le 26 courant.

Lettre d'Horus Greeley. New-York, 7 février 1870.

Il me sera impossible d'assister à votre fête; mais je réponds avec plaisir à votre invitation. Espérons que, si nous ne pouvons pas nous réunir, les républicains de chaque hémisphère comprendront de mieux en mieux l'identité essentielle de leurs principes.

Lettre de C. A. Dana. New-York, 9 février 1870.

Chez monsieur, j'éprouverais un grand plaisir d'être présent à votre bal, mais cela m'est impossible.

Aujourd'hui, on parle peu de la Révolution française de 1848. Mais elle occupera une place importante dans les événements contemporains, lorsque l'histoire de ce siècle sera écrite au point de vue de la philosophie et de la vérité.

La Révolution cubaine se propose des résultats également dignes de notre approbation, quoique moins radicaux dans leurs effets sur la condition générale de l'humanité.

Votre... C. A. DANA.

Adhésion des hommes de couleur. Nouvelle-Orléans, 15 février 1870.

La rédaction de la Tribune de la Nouvelle-Orléans vous renvoie de l'invitation que vous lui avez faite d'assister à la célébration du 24 février par les Républicains français de Saint-Louis.

En effet, le 24 février est une date qui s'appartient pas seulement à la France. Les aspirations généreuses de la Révolution de 1848 s'adressent à tous ceux qui luttent pour la Liberté, l'Égalité et la Fraternité.

Les événements qui viennent de se passer en France donnent, cette année, à la manifestation des Républicains français d'Amérique un caractère sacré, qui s'échappera pas à la vaillante phalange démocratique qui combat en ce moment sur le sol français pour le triomphe définitif des droits du Peuple et de la chute du despotisme.

Convenons que les aristocrates, quel que soit le nom qu'elle portent, sont fondées sur l'existence de privilèges qui ont jusqu'ici profité au petit nombre, au détriment des droits de tous.

Salut et fraternité. P. TRÉVIGNON, Rédacteur en chef de la Tribune de la Nouvelle-Orléans.

Lettre de J. C. Wright, vices, élu à la Cour Suprême de la Caroline du Sud.

Columbia, 15 février 1870.

Chez monsieur, j'ai reçu votre lettre du 7 courant. Je suis heureux d'avoir des nouvelles des Républicains du Missouri, et voudrais être avec vous en personne le jour de grand anniversaire.

avoir une réunion magnifique. Restons toujours fidèles aux principes de vérité, de justice, d'humanité. Honurons la liberté, que nous avons établie en Amérique sur vingt champs de bataille.

Lettre de M. Alexander Tote, ex-ministre d'Haïti. Washington, 12 février 1870.

Monsieur, la lettre du 24 janvier dernier, que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, au nom du comité d'organisation, pour la célébration de la fête du 24 février prochain, à Saint-Louis, m'est parvenue au moment où de bien tristes nouvelles venant de mon pays, me tenaient l'esprit absorbé et exclusivement occupé de ce côté.

Les faits glorieux et à jamais mémorables dont vous parlez, faits que le parti républicain des États-Unis a proposés et réalisés par une lutte et des efforts héroïques, en faveur de l'Égalité et de la Fraternité humaine dans cette République, donnent à la société de l'Union Républicaine, au nom de laquelle vous m'crivez, et constituée dans le but de soutenir et de fortifier ce parti, le droit de compter sur l'affection enthousiaste de tous les amis de l'Humanité, de tous ceux qui ont foi dans la solidarité et la fraternité humaine.

Il est dans la destinée de l'homme d'être en lutte au mal. C'est par la lutte seulement qu'il peut arriver à la conquête du bien. Toutes les grandes victoires de l'Humanité n'ont été remportées qu'à cette condition.

Cette adhésion, bien que je la donne en mon nom particulier, n'étant plus ministérielle, mais celle d'un homme libre, elle exprime l'approbation des sentiments généralement partagés dans mon pays. Car les malheurs auxquels cette belle et noble terre est en proie depuis quelque temps, sont le résultat de circonstances locales et de causes étrangères qui, heureusement pour la cause de l'Humanité, n'entraînent en rien l'enthousiasme et le dévouement des Haïtiens en faveur de la Liberté, de l'Égalité et de la Justice.

C'est pourquoi je ne crois pas devoir hésiter à vous envoyer le drapeau national d'Haïti, que vous m'avez demandé pour aider à la dévotion de votre salle à l'occasion de la fête que vous allez célébrer, et vous offrir en même temps celle de déployer aux yeux de vos auditeurs opposés l'étendard lumineux de la vérité qui peut réaliser ceux que l'amour de la Liberté inspire et dirige.

En vous remerciant, monsieur, de tous les vœux que vous m'adressez, je vous prie aussi d'agréer ceux que je forme pour votre bonheur et pour la prospérité et le succès de tous les membres de votre glorieuse association.

Lettre de Santos Acosta, ministre plénipotentiaire, à Washington, de la République Cubaine. Légation des États-Unis de Cuba, le 9 février 1870.

Monsieur, j'ai reçu votre lettre du 21 janvier, dans laquelle vous m'invitez à me faire, au jour du 24 courant, en célébration de l'anniversaire de la proclamation de la République en France, le 24 février 1848.

Je regrette beaucoup que de pressants engagements ne me permettent pas d'être présent à la fête.

Un anniversaire comme celui que vous vous proposez de célébrer avec tant d'éclat attire la sympathie et les meilleurs souhaits de tous les Républicains du monde. Espérer qu'il sera digne de la cause de la Liberté; et je vous prie de transmettre en Comité d'organisation mes vœux les plus sincères pour un brillant succès.

Adhésion de la Junta Centrale de la République Cubaine. New-York, 11 février 1870.

Monsieur, nous José Morales Lemus, représentant de la République de Cuba aux États-Unis, et Miguel Aklama, président du Comité Central Cuba de New-York, avons eu l'honneur de recevoir votre bienveillante lettre, datée du 24 janvier dernier, laquelle, en même temps qu'elle nous honore d'une invitation à la fête que vous préparez pour célébrer l'anniversaire de la Révolution de février 1848, nous fait connaître aussi les projets de l'Union Républicaine française en faveur de Cuba.

Les travaux incessants auxquels nous sommes en ce moment occupés de nos missions respectives, nous privent, contre notre gré, d'assister à votre belle solennité, qui, si elle doit exciter l'intérêt de tous les vrais amis de la Liberté, à plus forte raison l'intérêt de nous, par la situation palpitante de notre cause, nous réveille en nous, par la situation palpitante de notre cause, tous les sentiments qui nous rattachent à la grande famille républicaine. Qu'il nous soit donc permis, pour atténuer tout l'embarras de ne pouvoir être des vôtres, de vous témoigner tout l'enthousiasme et la chaleureuse sympathie que nous ressentons pour les nobles idées dont s'inspire votre association.

Rien ne pouvait être plus profondément flatté et moins surprenant pour nous que le généreux appel qui nous est offert si spontanément par les dignes descendants des géants de 93, par les dignes frères des héros de 48.

Out, vous auriez manqué à votre histoire, et vous n'avez pas ouvert votre cœur à cette jeune République cubaine, qui combat, elle aussi, avec acharnement pour conquérir sa place parmi les autres nations libres. Le grand peuple français qui a proclamé, en février, le programme de la cause républicaine, la déclaration des droits sacrés de l'homme, les principes d'après lesquels doit se réaliser la loi du progrès individuel et social, ce peuple, disons-nous, n'est jamais resté spectateur indifférent des luttes, toujours sanglantes, qu'ont suscitées les mêmes aspirations au renversement de la tyrannie.

Les Républicains cubains sont donc cordialement avec vous. Ils combattent, obstinément et presque sans armes, pour l'expulsion du despotisme en Amérique, et du plus cruel de tous, du despotisme espagnol. Ils sont encore avec vous, par conséquent, comme les Républicains de février, les Républicains de Cuba, comme les Républicains de février, les Républicains de Cuba, dont le riche reposait principalement sur la possession de plusieurs centaines de milliers d'esclaves, n'ont pas hésité pour le salut d'un grand principe, à accepter leur ruine momentanée; ils ont sacrifié, comme vous, en tête de leur programme: Abolition de l'esclavage.

C'est donc à plus d'un titre que nous adhérons de cœur à l'Union républicaine française, et que nous acceptons avec la plus vive gratitude vos efforts en faveur de Cuba. Nous vous en envoyons le drapeau cubain que vous demandez, et nous aurons plaisir d'apprendre que vous lui avez donné une place à côté de vos glorieux pavillons français républicains.

Adhésions d'Europe. Garibaldi. Caprea, 1er février 1870. Mon cher Mercadier, j'ai hâte de tout mon cœur à votre manifestation républicaine. Votre dévoué, G. GARIBOLDI.

Les Lyonnais. Lyon, 23 février, au 23. Aux citoyens membres de l'Union républicaine, section de St-Louis, les Démocrates radicaux de Lyon. Salut et Fraternité! Chers citoyens, vous avez songé, et déjà largement travaillé, une grande pensée: celle de constituer une vaste association républicaine, qui réunisse en un seul faisceau tous les Français dispersés sur le continent américain.

L'esprit et le but de cette association, vous les avez nettement indiqués en votre assemblée, le 22 septembre 1870, et vous vous êtes réunis le 24 février 1848, et en levant les drapeaux des Deux-Mondes à célébrer avec vous ce glorieux anniversaire.

Honneur à vous, Frères! car il est manifeste que, sur la terre étrangère, vous avez montré dans leur pureté et leur énergie l'amour de votre patrie et sa grande tradition républicaine. Vous voulez la République, la République universelle. C'est, vous êtes les dignes enfants de la France.

Mal, soyez convaincus que l'heure de l'affranchissement va sonner, le peuple français, qui a déjà beaucoup fait pour le grand avenir vers lequel marche le genre humain, se lève et se fait plus encore!

Frères, de loin, à la même heure que vous, nous célébrons notre glorieux 24 février; nous nous fortifions dans les souvenirs qu'il évoque; et, au même temps, nous saluons avec une ferme espérance le jour très prochain qui verra le triomphe du droit, l'inauguration de la République, l'Égalité, la Solidarité des peuples, et, par suite, la fin des iniquités sociales. Or, tout cela se résume en un seul mot: la République! Vive donc la République une, indivisible, universelle! 73 SERRATOURN.

L'Indépendant de Tours. Journal de la Démocratie Libérale.

Citoyens, nous nous exprimons d'accepter réception de votre lettre. Cet appel, fait à notre sympathie, et vous de si b... nous a profondément touchés. Il nous est son preuve, que les principes que nous défendons trouvent de fidèles, non seulement dans la mère-patrie, mais encore dans le cœur des Français que leur destinée appelle à vivre loin d'elle.

Permettez-moi, vous, mes Frères en la lib... de vous dire, et quand vous serez réunis dans ce banquet... de vous dire, et quand vous serez réunis dans ce banquet... de vous dire, et quand vous serez réunis dans ce banquet...

Le Risc. Ce journal a reproduit, dans le numéro du 31 janvier, la lettre où nous expliquions l'organisation de l'Union républicaine, et où nous faisons un appel, à propos de l'anniversaire de février, aux sympathies de la démocratie française.

Jules Ferry. Paris, 4 février 1870. Citoyens, je vous remercie du souvenir qui nous réunit à travers les mers. Le parti républicain français salue de toute son âme les membres dispersés que la libre Amérique lui a revus.

Il les aime et il les envie. La liberté américaine a scellé pour l'éternité ce rocher de Sisyphus que la France roule et vain depuis quatre-vingt ans. Nous considérons par là le chemin qu'il faut suivre. C'est avec la République fédérative qu'on a favoré, non avec la centralisation, mère de toute monarchie.

Dix-huit ans de tyrannie, d'abaissement, de corruption, ont ouvert les yeux aux générations nouvelles. Elles ont saisi le bien, profité de cette expérience, chèrement acquise, et les hommes de 1848 ne pouvaient avoir. Elles ne croient plus au progrès par en haut. Mais il reste aux hommes de 1848 et à la République de Février cette gloire suprême d'avoir organisé l'élévation de tout progrès durable, du progrès par en bas, le suffrage universel.

Le suffrage universel, qui a ouvert un monde nouveau; le suffrage universel, qui, en dépit des illusions et des déceptions qui ont suivi les premiers pas, marque une des transformations les plus satisfaisantes et les plus mémorables que le monde humanité ait encore eues; le suffrage universel, dont le succès, lente mais irrésistible, aboutit à la République, comme nos grands rêves vont à la mer.

C'est pour cela, qu'avez-vous, citoyens, dans cet anniversaire, qui fut longtemps un jour de deuil, et qui n'est plus désormais qu'une aurore d'espérance, je joins aux hommes de 1848 au suffrage universel qu'elle nous est donnée! A la République générale que nous avons faite! A la République durable que nous voulons faire!

Croyez à nos sentiments fraternels.

JULIEN FERRY, Député de Paris.

F. V. Raspail.

Cachan-Arroul, 20 janvier 78.

Citoyens républicains de Saint-Louis, cette lettre vous arrive sans doute trop tard, à cause de ma maladie, qui me permet, pour la première fois, de répondre à une lettre.

Croyez que je suis fier d'avoir écrit vos suffrages, comme républicain et radical. Permettez-moi seulement de vous faire observer que votre titre d'Union doit être remplacé par celui d'Association, vu qu'en France le mot d'Union cache toujours quelque chose de nos hommes, de nos canailles de la civilisation que vous devez chasser de vos contrées, partout où ils se montrent, car ce sont eux qui, poursuivant leur œuvre infernale, sément la division dans ce grand pays, l'Amérique, que vous habitez.

Vous vous proposez, dites-vous, de fêter l'anniversaire du 24 Février 1848, date qui commença une ère de plus dans l'histoire de la grande magnanimité du peuple de Paris, qui, toujours loyal et confiant, se laissa bientôt prendre aux paroles et aux caresses de ses plus lâches persécuteurs de la veille.

Le triomphe du peuple devait donc être de courte durée. Le jour, dès le premier jour, la réaction jacobine avait ses premiers dans le gouvernement provisoire. Ainsi, les pinges les plus infâmes furent les bientôt tendus à ce peuple si brave et si généreux, jusqu'à ce moment où on put l'écraser dans ses affreuses journées de Juin. ... Puis, la prison et la déportation en masse l'emportèrent de tout ce qui avait échappé au carnage. Enfin le jacobinisme consolida son œuvre, dans la nuit du 2 Décembre. Et tant de crimes ont pu triompher, ce n'est certes pas sans de nombreux aversissements au peuple.

Aujourd'hui, une nouvelle génération s'est dressée pour recommencer l'œuvre de résurrection et de réconciliation, tentée par son père, mais, ignorant bien des faits, elle a semblé s'en tenir à une partie des traditions de 1848.

Quant à moi, citoyens, je continue de poursuivre la tâche de toute ma vie: le triomphe de la République! Le 25 Février 48, j'ai fait donner au peuple l'arme la plus puissante pour arriver au but: le suffrage universel. L'organisation manque à ce grand peuple; qu'il s'organise, et, dès lors, à l'aide de ce simple principe sacré de papier déposé dans l'urne, il sera invincible, et la République s'établira à tout jamais, non seulement en France, mais dans le monde tout entier dans toute la vieille Europe.

Le 24 Février, je serai de cœur au milieu de vous, si, croyez bien, citoyens, que je mériterais votre estime jusqu'à mon dernier soupir. J'accepte vos vœux avec enthousiasme et reconnaissance.

Salut et fraternité, F. V. Raspail, député de Lyon.

Trois grandes voix de l'exil.

A. Barbis.

La Haye, 5 février 1870.

Aux citoyens de l'Union républicaine de langue française de Saint-Louis.

Chers frères d'Amérique, J'ai reçu votre brochure du 22 septembre. Je vous en remercie.

Vous m'écrivez maintenant à votre fête du 24 Février. Je vous remercie une seconde fois (et avec un sentiment de reconnaissance que je ne saurais dire) du grand, du fraternel bonheur que vous me faites.

Mon cœur et mes meilleures pensées seront certainement avec vous dans cette solennelle journée.

Chers frères et amis, je n'entreprendrai pas de vous envoyer un discours, ni même un toast.

Les temps de la grande action approchent! Je me borne, en ma qualité de Français, à vous remercier de l'aide que vous promettez à ma chère patrie, qui est aussi celle de plusieurs de vous.

Qu'il vous pousse beaucoup pour nous! Unissons-nous tous! et, quand l'heure sera venue, levons-nous comme un seul homme pour fonder la République sociale, universelle.

Permettez-moi de vous serrer la main à tous. Votre vieux frère et ami, A. BARBIS.

Louis Blanc.

Londres, 4 février 1870.

Où, mon cher compatriote, j'adhère avec empressement, et au programme de l'Union républicaine de langue française, Section de Saint-Louis, et à la résolution prise par ses membres de célébrer l'anniversaire de notre noble et pure révolution de 1848. Avec vous sera ma pensée. Avec vous sera mon cœur.

La brochure dont vous parlez, je l'ai reçue, et j'y ai lu avec émotion le récit de ce que vous avez fait, vrais enfants de la France, pour la France — vous qui, loin d'elle, vivez si complètement en elle.

Vous me dites que vous m'avez choisi pour représenter la République de 1848 et le socialisme introduit dans la politique. C'est un honneur, dont je mériterais d'avoir ma part, s'il suffisait pour cela d'aimer, du fond des entrailles, le peuple et la Liberté.

Vous me dites que vous voulez célébrer l'anniversaire de la Révolution de 1848, parce qu'elle a droit à une telle célébration: vous avez raison, et c'est justice.

Jamais le peuple de Paris ne fut plus grand, plus magnanime. Il éclaira le gouvernement provisoire de ses inspirations; il l'échauffa, pour ainsi dire, de son souffle: et, s'il ne parvint pas à le faire complètement à son image, il lui imprima du moins un caractère qui assigne à ce gouvernement, dans l'histoire, une place tout-à-fait à part.

C'est comme membre de la minorité que j'ai figuré dans le gouvernement provisoire. Les idées qui ont ouvert le moins de faveur auprès de mes collègues sont celles qui me sont le plus chères. J'ai eu à combattre, et j'ai combattu vainement la crainte que causaient à la plupart d'entre eux les aspirations du socialisme moderne. En tant qu'organe de ces aspirations, généralement peu étudiées, et, aujourd'hui encore, mal comprises, j'ai été l'objet de préventions ou fut le germe de malentendus funestes. J'ai eu bien souvent la douleur de voir repousser des mesures que je croyais utiles, et adopter des mesures qui me paraissaient dangereuses, en vertu de décisions dont la responsabilité collective m'enveloppait. Deux fois, j'ai offert ma démission, et je me serais retiré, si la crainte des suites n'avait retenu.

Je puis donc, sans être suspect de partialité, me jeter entre le gouvernement provisoire et ses détracteurs. Eh bien! je n'hésite pas à dire que ce gouvernement, et l'on prend l'ensemble de ses actes, soutient la comparaison avec le meilleur qui ait jamais existé.

Quel autre gouvernement, en effet, déploya jamais, au milieu d'un immense conflit de passions déchaînées, une sérénité plus constante, une confiance plus noble dans l'autorité morale de son principe, un détachement plus absolu et un plus fer courage?

Quel autre gouvernement traita jamais ses ennemis avec plus de magnanimité, fit preuve d'une plus grande horreur pour l'effusion du sang, et s'abstint avec plus de scrupule d'employer la violence?

Quel autre gouvernement réussit jamais d'une manière aussi merveilleuse à se maintenir au sommet d'une société ébranlée jusqu'à ses fondements, sans avoir recours à la force; sans imposer silence, même à la calomnie; sans s'abriter derrière des ruses, des questions de forme, et se contentant à côté d'un seul pouvoir, un seul: celui de la persuasion?

Où, ainsi que je l'écrivais dans mon Appel aux hommes de bien, on se rappelle, quand l'irritation des passions contemporaines sera tombée, combien les hommes de Février furent généreux, et que pas une arrestation n'entraîna leur punition. On se rappelle qu'ils n'eurent besoin, eux, ni d'accusateurs publics, ni de jurés d'exception, ni de gendarmes, ni de sbires; qu'ils ne furent pas, eux, à défendre l'ordre et le coup d'épée; qu'aucune famille ne prit le deuil à la lecture de leurs décrets; qu'ils employèrent leur dictature à calmer la place publique, à protéger les vaincus, à rendre inviolable le domicile de chaque citoyen, et indépendamment la voix de chaque journal; que par eux, républicains rouges, démocrates au nom sacré, le peuple fut convié un jour à se réunir au Champ-de-Mars pour y célébrer la fête philosophique de l'oubli des haines et à briser l'échafaud; qu'ils prirent pour devise, ces anarchistes: l'ordre dans la liberté; et qu'à la voix de ces apôtres de la spoliation, Paris fut gardé par deux cent mille citoyens sous les armes!

Le gouvernement provisoire ne trouva pas un allié aussi large, aussi profond que celui qu'il eût été, selon moi, en son pouvoir de créer. Mais le droit d'oublier ce qu'il fit de noble et de grand est-il compris dans le droit de lui reprocher ce qu'il n'eut pas l'intérêt d'espérer de faire!

A quelle époque, et dans quel pays, trouvera-t-on un pouvoir, qui, en deux mois, — en deux mois! — ait rendu autant de décrets favorables à la liberté et empreints du respect de la dignité humaine? En deux mois, abolir la peine de mort, établir le suffrage universel, proclamer le droit au travail, donner une tribune au prolétariat, décréter l'émancipation des esclaves, supprimer les peines corporelles dans le code maritime, préparer un plan d'éducation universelle, étendre l'institution du jury, supprimer les serments politiques, mettre fin à l'emprisonnement pour dettes, poser le principe de la suspension et de la révocation des magistrats, faciliter la naturalisation des étrangers, organiser la représentation immédiate de la classe ouvrière, inaugurer le grand mouvement de l'Association, et dénoncer officiellement dans le salariat la dernière forme de l'esclavage, n'était-ce donc rien? Je publierai les décrets qui furent rendus dans le court espace de temps qui sépara le 4 mai du 24 février de la même année: le dénoyau du gouvernement provisoire est là.

Une injustice bien étrange et cependant bien commune est celle qui consiste à mettre à la charge du gouvernement provisoire les fautes qui furent commises après qu'il eut cessé d'être, et les doctrines politiques que ces fautes entraînent.

Il est bien vrai que la commission exécutive se composa de cinq membres qui tous avaient fait partie du gouvernement provisoire; mais cette commission, de laquelle on eut soin d'écarter l'élément socialiste et populaire, dans laquelle on n'admit M. Ledru-Rollin que pour le paralyser, et qui d'ailleurs fut soumise au contrôle d'une assemblée où les royalistes étaient en force, cette commission n'était pas le gouvernement provisoire; n'en reproduisant pas la composition, elle n'en représentait pas l'esprit, elle n'en avait pas l'autorité indépendante et souveraine; elle ne pouvait en aucune sorte le continuer. Vient-on être juste envers le gouvernement provisoire? Qu'on s'entende pas sa responsabilité au-delà des bornes de son existence, pour des actes qui ne furent pas les siens et fussent été impossibles d'être vécus plus longtemps.

Par malheur, la succession des événements en 1848 a été si rapide, et l'esprit de parti a eu, depuis lors, si beau jeu pour les détracteurs, qu'en Angleterre j'ai souvent entendu imputer au gouvernement provisoire des fautes commises sous la dictature militaire du général Cavaignac! Un Anglais de distinction me disait un jour: "La preuve que le gouvernement provisoire n'était pas né viable, c'est qu'il est tombé." Sa surprise fut extrême lorsque je m'écriai: "Comment, Monsieur? Ou donc avez-vous vu cela? Le gouvernement provisoire est resté maître absolu de la situation aussi longtemps qu'il l'a voulu. Il s'est retiré librement, volontairement, à l'heure que d'avance il avait fixée, et pas une minute plus tôt; il s'est retiré après avoir remis le pouvoir qu'il tenait de l'acclamation populaire aux élus du suffrage universel convoqués par lui-même; il s'est retiré après un vote solennel proclamant qu'il avait bien mérité de la patrie, et au bruit de ce cri qui, sorti de toutes les bouches et répété vingt fois de suite, saluait le succès de son œuvre. Vive la République!"

Est-ce à dire que le gouvernement provisoire n'ait commis au-

cune faute dont les conséquences ultérieures lui soient justement imputables! Je serais mal venu à justifier l'arrêt porté par les événements, ce que j'avais désapprouvé avant qu'ils arrêtât décidés la question.

La faute suprême fut de ne pas prévoir qu'en précipitant les élections, on fournirait aux contre-révolutionnaires le moyen de mettre à profit les vieux préjugés et les terreurs chimériques dont la province, en ce qui concernait la République, subissait encore l'empire. Donner la République à juger, sans lui laisser le temps de se faire bien connaître la ou l'on se ferait d'elle une idée si fautive, c'était armer la population ignorante des campagnes contre la population éclairée des villes, la province contre Paris, c'était créer l'état d'antagonisme qui amena les fatales journées de mai et de juin.

A cet égard le gouvernement provisoire manqua de clairvoyance et de prévoyance, c'est certain. Mais quelle fut la cause de son erreur? Un respect excessif du suffrage universel, un empressement trop scrupuleux à s'incliner devant la souveraineté de la nation, ou ce qui en était l'image.

Et cette erreur, que prouve-t-elle, sinon qu'en 1848 la France considérée dans ce qui constitue sa force numérique, savoir la population des campagnes, n'était pas préparée, à beaucoup près, même pour une révolution purement politique, abandonnée au suffrage universel?

Voulez-vous ne tiennent pas compte ceux qui s'imaginent que les hommes de février n'avaient qu'un mot à dire, un geste à faire, pour renouveler de fond en comble la face des choses. Le gouvernement provisoire fut trop timide, trop pressé de se débarrasser du poids de la situation: il ne sut pas ce que contait de puissance, dans certaines circonstances données, le parti d'oser; et puis, je le répète, la majorité de ses membres, jus portés à voir dans l'établissement de la République un bien qu'un mal, avaient peur du socialisme. Mais, franchement, cette peur, étaient-ils les seuls qu'elle tourmentait? Et même, ce se bornant à vouloir la République, ne se placèrent-ils pas bien avant de ce que la France des campagnes était alors en état de concevoir clairement et de désirer? Or, à qui lui-même jamais donna de faire une société à sa guise?

Ah, si les éléments de la régénération que certains esprits cherchèrent à étonner de n'avoir pas vu sortir de la révolution de 1848 eussent alors existé dans notre pays, est-ce que la France aurait subi pendant 15 ans le régime du pouvoir absolu, sans signe de résistance? Est-ce qu'il aurait suffi que quelques hommes eussent été trop timides, eussent manqué de prévoyance et de nerf, eussent commis des fautes, pour qu'elle, la France, se trouvât capable d'un état de torpeur si prolongé? Les décrets du crime d'Etat de Décembre auraient-ils si longtemps survécu à leur cause?

On avait contre soi, je le sais, la force des haines; mais où il y a un vigoureux esprit public — et ceci est surtout vrai de notre pays — la puissance est irrésistible; elle découvre le despotisme; elle se joue des calculs de la stratégie; elle ouvre et à pas lents enfonce les portes des casernes; elle fait tomber les armes des mains du soldat.

Ne calculez pas, toutefois, le sommeil de notre chère France. Combien peu ce sommeil tenait de la mort, le réveil auquel nous assistons le prouve. C'est même un phénomène singulièrement digne de remarque, qu'il se soit formé, durant une période de silence profond et de paralysie apparente, tant d'hommes dont la jeunesse intelligente et courageuse est aujourd'hui l'espérance de la République. A eux de reprendre, par le nombre, une œuvre que leurs devanciers laissent imparfaite, malgré des efforts qui n'ont pas été sans utilité et ne seront pas sans gloire.

Recevez, cher citoyen, et transmettez aux membres de l'Union Républicaine mes salutations fraternelles.

LOUIS BLANC.

Victor Hugo

HARTVILLE HOUSE, 8 février, 1870.

Les Etats Unis d'Amérique sont une puissance; les Etats Unis d'Europe le sont encore qu'une idée; mais une idée est une puissance aussi. L'Europe approche où les deux grandes mains du Peuple américain et du Peuple européen s'étendront au dessus des mers, Fraternité immense! Ici sortira le paix du Monde.

J'espère que ces quelques lignes arriveront à St. Louis à temps pour l'anniversaire du 24 Février; et j'en joins mes sympathies cordiales aux citoyens de l'Union républicaine.

VICTOR HUGO.

La lecture de ces lettres d'adhésion, si nombreuses et généralement si sympathiques, produisit naturellement un bon effet sur les auditeurs. Chacune d'elles fut applaudie chaleureusement. Le nombre de ces lettres, les idées et les sentiments qu'elles contiennent, l'autorité de la plupart de leurs signataires, contribuèrent à donner à notre fête une importance qu'elle n'avait jamais eue auparavant. L'avis de tout le monde, exprimé par chacun spontanément, fut qu'elles devaient être publiées avec le compte-rendu de la fête. Le Missouri Democrat, journal radical de Saint-Louis, les a reproduites en anglais. Mais cette espèce de publicité ne répond qu'imparfaitement aux désirs de la population française de Saint-Louis. En outre, il est à présumer que la lecture de ces adhésions satisfera considérablement les Français républicains d'Amérique. C'est pourquoi la Section de Saint-Louis a décidé qu'elles seraient imprimées dans le Bulletin. C'est en vertu de cette décision, et dans l'intérêt de l'Union républicaine de langue française, en général; que la Section de Saint-Louis envoie lesdites lettres au Bulletin de New-York, pour que celui-ci les publie intégralement.

Le Secrétaire correspondant, B. MERCADIER.